



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 17 JANVIER 2026 - n° 1363

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Venezuela : le brigandage impérialiste !

Les bombardements perpétrés au Venezuela au cours de la nuit du 2 au 3 janvier 2026 par l'armée américaine de Trump et l'enlèvement du président Maduro et de sa femme constituent des actes de piraterie internationale.

Le prétexte ? Maduro serait à la tête d'un puissant réseau de drogue ! Ce qui n'est absolument pas prouvé.

Les vraies raisons : mettre au pas un régime, ami de Cuba, qui ne se soumet pas aux diktats de l'impérialisme nord américain. Et surtout tenter d'avoir la main sur les immenses réserves de pétrole vénézuélien, les plus grandes du monde. Voilà les vraies raisons de cette intervention militaire américaine sur terre après avoir bombardé plusieurs bateaux qui transportaient soi-disant de la drogue. Ce qui n'est pas prouvé. Plus d'une centaine de personnes ont été tuées lors de ces bombardements.

L'impérialisme américain instaure sa dictature dans le monde entier. L'Amérique latine et les Caraïbes sont l'arrière cour des USA depuis plus d'un siècle. D'autres pays sont directement menacés comme la Colombie, le Mexique.

On en revient à la vieille doctrine impérialiste de Monroe : « l'Amérique aux Américains ».

C'est ainsi que les marines américains sont allés en 1914 voler l'or de la banque d'Haïti, que l'impérialisme US a occupé militairement Haïti, de 1915 à 1934.

La direction de la bourgeoisie mondiale est aux États-Unis. Et c'est cette bourgeoisie qui instaure la loi du capitalisme mondial. Les dirigeants politiques actuels du monde ne sont que les serviteurs politiques des gros capitalistes.

Ce qui se produit aujourd'hui en Caraïbes est un épisode d'une guerre mondiale qui se prépare d'un bout à l'autre de la terre. Comme au Moyen-Orient, à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Iran, à Taïwan, au Soudan, au Congo et ailleurs.

Trump menace maintenant la Colombie et même Cuba. Il menace aussi de s'approprier le Groenland.

Macron et les dirigeants européens ont appuyé l'intervention militaire des USA, se sont courbés devant Trump, aux ordres de l'impérialisme en chef.

Cela signifie que si demain en Martinique et en Guadeloupe les travailleurs et la population laborieuse déclenchent la lutte révolutionnaire contre les intérêts capitalistes, l'impérialisme américain interviendra tout aussi brutalement contre nous. Et il aura le soutien de l'impérialisme français.

Ce qui pourra les affaiblir sera que, au sein même des citadelles impérialistes les

travailleurs, les exploités déclenchent aussi la lutte révolutionnaire.

Pour l'heure, en aucun cas, tout ce qui se passe ne va dans le sens des intérêts des travailleurs et des peuples. Mais contre eux, dans le sens des intérêts des gouvernements des milliardaires.

Les oppresseurs impérialistes, dans leur élan guerrier vers la possession totale des biens de la planète et donc aussi des peuples eux-mêmes, fabriquent leur propre mort à terme.

Car les travailleurs, les peuples opprimés n'accepteront pas éternellement le brigandage impérialiste sans réagir.

L'oppression impérialiste mondiale fabrique son ennemi qui le renversera un jour, car il n'y a pas de salut pour l'humanité sous l'égide du capitalisme mondial qui ne vit qu'en suçant le sang de millions de travailleurs !

À bas le système capitaliste mondial !

À bas l'impérialisme américain !

À bas l'impérialisme français !

Vive la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste !

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Martinique

BTP : IDEX Energie Antilles en grève, seule la lutte a payé



LIRE p. 2

**Guadeloupe
Abymes : grève
des policiers
municipaux**



LIRE p. 3

**Guadeloupe-
Martinique
Nos candidats,
têtes de liste aux
élections
municipales 2026**

LIRE p. 4 et 5

Martinique

BTP : IDEX Energie Antilles en grève, seule la lutte a payé

Le 17 décembre dernier, les ouvriers de l'entreprise IDEX Énergie Antilles-Guyane, se sont mis en grève reconductible sur les territoires de Martinique, Guadeloupe et Guyane.

Ils exigeaient 80 € d'augmentation de salaire, l'embauche de personnel pour remplacer ceux qui sont partis. Le manque d'effectif s'est traduit par une charge de travail supplémentaire et a entraîné la fatigue des équipes et ensuite le mécontentement des clients.

En Martinique, les grévistes ont constitué un piquet de grève devant leur entreprise à Ducos pour manifester leur ras-le-bol devant leur direction.

Au bout de 48 heures, face à la détermination des travailleurs, la direction a fait machine arrière. Les travailleurs ont obtenu une augmentation de salaire de 70€ en moyenne, des embauches pour remplacer ceux ne font plus partie des effectifs de l'entreprise. Ils ont obtenu des mesures pour l'amélioration de leurs conditions de travail pour le respect de la convention collective du BTP. C'est une victoire pour eux.



Mobilisation contre le brigandage de l'impérialisme américain

Le samedi 10 janvier, à l'appel de plusieurs organisations politiques, syndicales et associatives, dont notre organisation Combat ouvrier, une centaine de personnes se sont mobilisées sur la place de l'enregistrement à Fort-de-France avec comme mot d'ordre : Halte au brigandage de l'impérialisme US .

Il s'agissait principalement de militants.

Des prises de parole se sont succédé pour dénoncer les bombardements de l'impérialisme américain perpétrés dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026, et qui ont abouti à l'enlèvement du président Maduro et de sa femme. Les intervenants ont dénoncé le

soutien de l'impérialisme français à cet acte barbare.

Notre camarade Louis Maugée est intervenu au nom de Combat ouvrier pour dire qu'il s'agit d'actes de piraterie internationale. Il a continué en affirmant que les vraies raisons de ce bombardement étaient « *de mettre au pas un régime ami de Cuba, qui*

ne se soumet pas aux diktats de l'impérialisme nord-américain. Et surtout d'avoir la main sur les immenses réserves de pétrole vénézuélien, les plus grandes du monde ».

Il a terminé son discours en s'adressant à la population, et principalement à la classe ouvrière pour dire, que « *tout ce*

qui se passe ne va pas dans le sens des intérêts des travailleurs et des peuples. Mais contre eux, dans le sens des intérêts des gouvernements de milliardaires ».

Cette mobilisation a eu le mérite de se faire et d'être entendue par la population à travers la presse et la télévision.

Une intervention s'adressant aux travailleurs

Dans son intervention au nom de la CGTM, notre camarade Gabriel Jean-Marie a insisté sur la nécessité pour les travailleurs

de Martinique et aussi ceux des autres pays de la Caraïbe de manifester leur solidarité avec les travailleurs du Venezuela. Il les

a appelés à chercher partout où cela est possible à établir des liens avec les travailleurs et les opprimés des États Unis qui, des

grandes villes étasuniennes, dénoncent la politique agressive de leur État.

Échos de quartiers de Fort-de-France

Dans le cadre des prochaines élections municipales, les militants ou sympathisants de Combat ouvrier échangent avec des travailleuses et des travailleurs, des jeunes, des retraités, dans les quartiers. Ces derniers ont l'occasion de leur faire part de leurs soucis et parfois de leurs attentes. Cette occasion d'échange est précieuse pour nous. Elle nous permet de présenter le point de vue des communistes révolutionnaires.

Parents d'enfants handicapés

Avoir un enfant handicapé en Martinique, c'est la certitude de ne pas avoir les aides nécessaires. De réelles carences structurelles pénalisent le quotidien. En 2025, un rapport sénatorial révélait que les Outre-mer avaient un retard alarmant en matière d'accessibilité, d'accompagnement et de soins. Les enfants sont abandonnés institutionnellement, et les parents souvent en difficulté. C'est cette situation que dénonçait une mère foyalaïse aux côtés de son

enfant atteint d'autisme sévère : pas de centre et aucune aide financière. Elle sait que la situation est alarmante comme celle de nombreuses autres familles, qui attendent toujours que des centres de prise en charge soient ouverts. Elle se moque bien du changement de maire !

Difficulté d'accès au travail pour les jeunes

Un habitant de Fort-de-France dénonce la difficulté d'accès à l'emploi après un parcours judiciaire. Comment en effet se réinsérer professionnellement

avec un taux de chômage qui atteint officiellement les 14%, deux fois plus qu'en Métropole ? Trouver un travail devient de plus en plus difficile pour tous. Selon nous, il faut au moins répartir les heures de travail.

À propos de l'immigration

Lors de nos rencontres avec les habitants, on a entendu certains dire que les voisins issus de l'immigration posent parfois problème et sont coutumiers de provoquer des dérangements. Nous leur répondions que ce ne sont pourtant pas ceux-ci qui

sont les responsables des augmentations des taxes foncières ou d'habitation ou des mauvaises conditions de la voirie ou du transport, et non plus des bas salaires et retraites. Ce ne sont pas eux non plus qui ne refont pas les routes et laissent les habitants du quartier livrés à eux-mêmes.

Pour ça les riches capitalistes et les élus politiques locaux à leur service occupent déjà bien le poste et eux, ils ne comptent pas migrer. Nous sommes tombés d'accord !

Abymes : grève des policiers municipaux

La majorité des agents de police municipale est en grève depuis le mardi 6 janvier. Ils réclament le versement de leurs primes mises en place au 1er janvier 2025. Ils ont déjà perdu entre 2 500 et 5 000 € en un an !

Avant de décider de faire grève, les policiers ont été baladés pendant un an, de bureaux en réunions. Mais le maire n’a pas respecté les délais pour mettre en place les primes. La mairie n’en est pas à son coup d’essai. Elle a attendu trois ans avant de verser aux autres agents leurs nouvelles primes. Et il n’y a eu ni rétroactivité, ni rappel. Les policiers municipaux n’ont pas l’intention d’attendre, d’autant qu’ils sont en première ligne dans ce climat de violence où ils font face à des individus de plus

en plus armés. C’est un métier de plus en plus risqué. C’est eux qui sont au contact des habitants au quotidien ; eux qui tiennent les points chauds lors des manifestations, lors du carnaval... C’est pourquoi l’État leur a prévu un régime indemnitaire spécifique. Le maire, vexé par la grève, refuse de les rencontrer. Cependant, grâce à la grève, il est forcé d’accélérer la mise en place des nouvelles primes pour la police. Une première victoire pour les grévistes ! Leur grève est un exemple pour



Lors d'une conférence de presse sur le piquet de grève, le 13 janvier 2026.

tous les travailleurs car elle a pour résultat plus de pouvoir d’achat. L’augmentation massive des salaires devrait être une revendication collective de l’ensemble des travailleurs quel que soit leur secteur d’activité.

Carrière de Deshaies : une catastrophe au nom du profit

Le 7 janvier, les familles victimes de l'effondrement de la carrière de Deshaies ont organisé une réunion pour informer la population. Ils y ont révélé les conclusions du rapport du BRGM sur les causes de l'effondrement de la carrière, et nous ont informés sur les poursuites judiciaires en cours.

C’est le 3 décembre 2024 que l’un des versants de la montagne exploitée par la SADG, filiale de la multinationale Audemard, s’est effondré. Le rapport du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), d’abord caché par le préfet et la mairie de Deshaies, a été rendu public tout récemment. Les origines de l’effondrement de la carrière y sont clairement citées : D’abord une décompression de la montagne liée à l’exploitation

de la carrière. Le fait d’avoir débarrassé le versant de la montagne du poids d’une grande masse de roche a créé un déséquilibre avec des fissures, des craquements et à terme des glissements de terrains. L’activité des tirs de mine qui a fragilisé le tout. Enfin l’eau des précipitations avant l’effondrement n’a été que partiellement canalisée. C’est-à-dire que la route municipale autour de la carrière ne draine pas l’eau comme il faut,

cela fragilise encore plus la structure. Le 12 janvier, au tribunal de Basse-Terre, une audience publique devait statuer sur le sort des familles victimes, notamment en termes d’indemnisation. Finalement la SADG est reconnue responsable de l’effondrement mais rien n’a encore été décidé pour les indemnités. La multinationale est clairement à l’origine de cette catastrophe dont l’ampleur ne se limite pas à l’effondrement survenu l’an der-

nier. Les maisons des quartiers alentour sont fissurées à cause des tirs de mine. Depuis l’ouverture de la carrière les habitants du quartier et les enfants du collège voisin respirent les poussières de la carrière. L’exploitation de la carrière s’est toujours poursuivie malgré les risques et elle tente encore de s’en tirer pour continuer de prélever la roche. La municipalité est aussi complice. Tout ça pour le profit et au détriment de la vie des habitants.

Sargasses : au Robert un accord signé suite aux mobilisations

Au Robert, la mobilisation des riverains contre les échouements massifs de sargasses s’est conclue le 9 janvier par la signature d’un accord entre le collectif d’habitants, l’État, la Collectivité territoriale de Martinique, la mairie, le GIP Sargasses et CAP Nord. Les barrages installés depuis plusieurs jours aux entrées de la commune ont alors été levés. Les faits sont clairs : c’est la mobilisation qui a contraint les autorités à négocier. Les riverains mobilisés ont mis en place un comité de suivi suite aux engagements pris par les autorités

présentes. Ils portent notamment sur la collecte et la mise en place de barrages avant l’échouage des algues, mais aussi la protection des écoles exposées aux gaz. Le mouvement avait débuté plusieurs jours plus tôt par des barrages filtrants, puis bloquants, après des années de promesses sans effet. Le 5 janvier, une première réunion a avorté. Le collectif avait quitté la table en raison de l’absence de représentants jugés indispensables, prévenant du durcissement du mouvement. Dans les jours suivants, la commune a été largement pa-

ralysée. Les files de voitures bloquaient toute la route vers Fort-de-France. Le 8 janvier, la mobilisation s’est durcie en bloquant davantage. C’est dans ce contexte que l’État a annoncé des mesures ponctuelles. Il laissait toutefois dans le flou les revendications sur la suspension ou la réduction de la taxe foncière pour les habitants concernés, la reconnaissance de l’état de catastrophe naturelle, la mise en place d’indemnisation pour le matériel électroménager dégradé et le respect des garanties des assurances.

L’accord signé a mis pour l’instant fin aux barrages avant que d’autres communes ne s’inspirent du mouvement, mais pas au problème. La toxicité des émanations des sargasses met en grand danger les enfants, personnes asthmatiques ou souffrant de problèmes cardiovasculaires. Pour preuve, le collège Robert 3 avait dû fermer en mai 2025 suite au péril d’intoxication. Grâce à leur mobilisation, et leur action collective les riverains du Robert ont pu se faire entendre et respecter. Ils restent néanmoins « *veyatifs* ».

Guadeloupe-Martinique

Nos candidats, têtes de liste aux élections municipales 2026

Les élections municipales du 15 mars prochain seront un moment où les travailleurs et les classes populaires peuvent faire entendre leur voix.

Nous vous présentons ici les candidats têtes de liste des communes de Capesterre-Belle-Eau, Le Gosier en Guadeloupe et Fort-de-France en Martinique où nous nous présenterons. Dans le prochain numéro du journal nous présenterons nos candidats

tête de liste pour : Les Abymes, Deshaies et Pointe-à-Pitre. Nous serons les seuls candidats dans ces communes à défendre clairement la nécessité, à terme, du renversement du capitalisme. Car ce système ne produit que misère, sacrifices et guerres,

pendant qu’une minorité s’enrichit ! On nous parle de dette, de sacrifices, alors que les grandes fortunes explosent et que l’État refuse de taxer les plus riches, tout en subventionnant massivement le grand patronat. Dans le même temps, il prépare les es-

prits à la guerre et notre jeunesse à servir de chair à canon. Notre participation à ces élections est le prolongement d’un combat quotidien mené par nos camarades contre l’exploitation, l’injustice et l’oppression.

Jean-Marie Nomertin

Candidat aux élections municipales de mars 2026 dans la commune de Capesterre-Belle-Eau.

Je suis né le 29 janvier 1965 à Capesterre-Belle-Eau et j’y réside. Je suis issu d’une famille modeste de travailleurs agricoles. J’ai quitté les bancs de l’école avec le niveau BEP - Réparateur - Machines agricoles. Mais comme nombre de jeunes, le niveau BEP ne m’a pas permis de trouver un emploi correspondant. Et c’est donc en 1983, comme employé chez un commerçant de la place à Fonds-Cacao que j’ai commencé ma vie de travailleur salarié. Par la suite, j’ai travaillé comme ouvrier agricole chez un petit planteur et quand les terres de ce dernier ont été achetées par la SARL - Les palmiers, je suis devenu ouvrier de cette SARL.

Mon engagement militant
J’ai commencé à militer à Combat ouvrier, à la fin de l’année 1985. Evidemment, depuis de nombreuses années je suis aussi connu en tant que secrétaire général de la CGTG. Mais dans la mesure où j’estime que les travailleurs doivent faire de la politique et de la politique ouvrière, je me suis toujours appliqué ce principe. Et j’ai choisi Combat ouvrier et son programme depuis 1985 pour parler et agir en communiste révolutionnaire. J’ai eu l’occasion de diriger des luttes importantes parmi les ouvriers de la banane. Ma première lutte a été la lutte victorieuse pour l’indemnisation des ou-

vriers agricoles après les périodes de chômage qui suivaient toujours les cyclones et autres calamités. En décembre 1996, il y eut 18 jours de grève sur la plantation de la SCA Plaine pour réclamer le paiement de la prime de fin d’année. En décembre 1998, une grève de 52 jours permit aux ouvriers agricoles d’arracher une prime de fin d’année de 4000 Frs (609,80 €). J’ai eu l’occasion avec mes camarades travailleurs de diriger de nombreuses autres grèves dans la banane. La dernière grève la plus importante fut la grève victorieuse de 2017 sur toutes les plantations de banane. Je conduirai une liste à Capesterre-Belle-Eau les 15 et 22



mars 2026 et ce n’est pas la première fois.

Marlène Valentino

Candidate aux élections municipales de mars 2026 dans la commune du Gosier.



Née le 14 mai 1956 à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, je suis fille d’une famille ouvrière. Mon père était magasinier sur le port de Pointe-à-Pitre et ma mère était femme au foyer, gérant une famille de huit enfants. Mon ouverture aux interrogations sociétales commence dès l’école primaire. Scolarisée dans une école privée dirigée par des religieuses, je découvre le pro-

blème de préférence raciale (en faveur des enfants de gendarmes) et la passion de la lecture, grâce aux livres que ces enfants me prêtaient. Mes classes au collègue du Raizet puis au lycée de Baimbridge me mirent en contact avec des professeurs qui me firent sortir des romans féériques et élargir mon horizon au monde et à ses réalités sociales. Un de mes grands frères, étudiant à Paris, apportait des livres pendant ses vacances. Je les dévorais. J’avais environ 17 ans quand en lisant *Germinal* d’Émile Zola, j’ai pris conscience de l’existence de deux classes sociales diamétralement opposées. Cette lecture me plaça d’emblée du côté des masses exploitées et sur le questionnement de leur libération. En 1974, grâce à ce frère qui m’avait dit qu’il était communiste, je me suis mise à l’écoute radiophonique des candidats aux

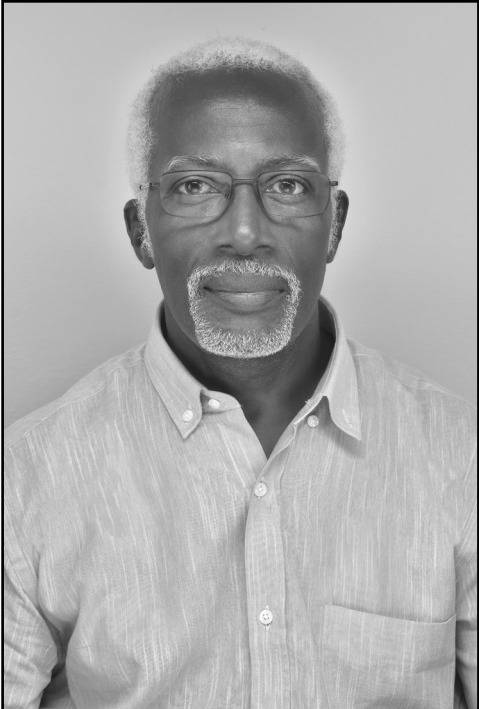
élections présidentielles et je fus enthousiasmée en écoutant Arlette Laguiller : une femme qui ose se présenter aux élections ? De surcroît une travailleuse, parlant des travailleurs et en leur nom ! L’année d’après, étudiante en médecine à Amiens dans le Nord de la France, j’appris l’existence de luttes anti colonialistes, de mouvements indépendantistes, par l’intermédiaire d’une étudiante originaire de Madagascar. Elle s’inscrivait dans les mouvements indépendantistes. Je comprenais ces idées-là, mais elles ne répondaient pas complètement à mes interrogations sur la libération des masses exploitées. Le nationalisme, même le nationalisme dans les colonies, pouvait apparaître progressiste, mais il n’apportait pas de solution à la situation des masses exploitées.

Mon engagement militant
C’est dans les années 80, venue

travailler à Paris en tant qu’infirmière, que je rencontrai des militants trotskystes de Lutte ouvrière et de Combat ouvrier. Leurs théories révolutionnaires m’apportèrent toutes les réponses à mon questionnement sur l’avenir de l’humanité. Depuis, je suis engagée à la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui manque tant au monde du travail. J’ai milité et travaillé dans les hôpitaux à Paris, avec des associations humanitaires dans les Caraïbes, et fini ma carrière en 2017 en tant qu’infirmière anesthésiste au CHU de Guadeloupe. Je suis toujours une militante syndicale et politique. J’ai participé à bien des combats pendant cette période. Aujourd’hui je me présente aux municipales du Gosier car, aux municipales comme ailleurs, il faut défendre le camp des travailleurs !

Gabriel Jean-Marie et Marie-Hélène Marthe dite Surelly

Candidats aux élections municipales de mars 2026 dans la commune de Fort-de-France.



Gabriel Jean-Marie

Enseignant à la retraite, il est né en 1959 à Rivière-Pilote. Membre de la direction de Combat ouvrier. Secrétaire général du syndicat CGTM. Il est engagé quotidiennement dans le combat collectif contre l'exploitation. En 2025, il était aux côtés de ceux de la société de transport Transaglo, des Vedettes Blue Line, ou de la Saur, lors de leurs longues grèves pour se faire respecter et arracher de meilleures conditions de travail. Il a aussi été candidat sur les listes de Combat ouvrier lors de précédentes élections.

Marie-Hélène Marthe dite Surelly

Ouvrière agricole de la banane depuis 35 ans, elle a aujourd'hui 64 ans. Militante syndicale, élue déléguée du personnel et à la direction de son syndicat. Éluée représentante ouvrière à la Chambre d'Agriculture et juge prud'homale en 2006. Candidate Combat ouvrier aux élections législatives de 2012, elle est aussi candidate sur la liste de Combat ouvrier aux élections régionales de 1998 et de 2010, puis de la CTM en 2015 ainsi qu'aux municipales en 2020 à Fort-de-France.



Guadeloupe

Échos de campagne dans la commune de Deshaies

Pas de service, pas de paiement !

Les locataires de la cité à Bas-Vent sont en colère. Ils paient une taxe au bailleur de 90€ par mois pour le nettoyage et l'entretien du local poubelle mais ce nettoyage n'est pas fait. Les ordures ne sont pas ramassées assez régulièrement, la saleté s'accumule et les rats envahissent la cité. Les locataires ont discuté entre eux de ne plus payer la taxe et de nettoyer le local poubelle eux-mêmes.

Dlo kaka an lari-la !

Dans le quartier de Bas-Vent, à l'entrée de l'hôtel Fort-Royal, une bouche d'égout déborde littéralement d'eaux usées qui se déversent dans la rue. Un amas d'excréments et d'immondices est visible et l'odeur est nauséabonde. De quoi rétrograder le prestigieux hôtel Fort-Royal qui a récemment privatisé une station d'épuration uniquement pour l'établissement alors qu'elle a été construite avec des fonds publics.



Chalus a perdu une occasion de se taire

Suite aux récents meurtres de jeunes en Guadeloupe, le président de la Région Guadeloupe, Ary Chalus, a déclaré en créole sur un plateau télé : « *Je connais une femme de 30 ans qui a dix enfants de neuf pères différents* ». Et de poursuivre « *Les élus ne sont pas les pères des*

jeunes qui ont tué d'autres jeunes ».

Heureusement pour Chalus, la démagogie ne tue pas. Mettre sur le dos des femmes la violence grandissante de cette société montre le bas niveau de cet élu misogyne.



La violence n'est pas le fait du carnaval

Suite à l'assassinat d'un jeune à Pointe-à-Pitre en marge du carnaval le dimanche 3 janvier, le Préfet a voulu supprimer le carnaval le dimanche suivant. Mais

les dirigeants du carnaval ont refusé les mesures du Préfet. Le carnaval a bien eu lieu ce dimanche. Il était prévu d'avancer l'heure du début du défilé et

d'avancer la fin à 20h. Tout le monde a convenu que les actes de violence se déroulaient tous les jours de l'année et que le carnaval n'en était pas la cause.

Il y a bien des mesures à prendre contre les faits de violence quotidiens qui augmentent. Et surtout les prévenir en amont. Mais c'est un autre et urgent débat.

Erratum

Dans notre précédent numéro 1362 du 20 décembre 2025, nous avons publié un article sur l'affaire Claude Jean-Pierre dit

Klodo. Nous avons fait une erreur sur les dates : les proches de Klodo se sont mobilisés devant le tribunal de Basse-Terre

le mercredi 10 décembre 2025 et non le 12. Et la conférence de presse s'est tenue à Pointe-à-Pitre le vendredi 12 décembre

2025 et non le 14. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs.

Caraiïbes : après les bombes, la pression des USA

Après ses attaques contre le Venezuela, l'impérialisme américain exerce ses pressions sur d'autres pays de la Caraïbe et d'Amérique latine.

Les premiers de la liste sont les grands pays comme la Colombie et l'île de Cuba. Jusqu'à maintenant, les deux pays s'opposent aux diktats de Trump. Mais le président des USA a carrément pressé leurs présidents de trouver une forme d'accord « *avant qu'il ne soit trop tard* ».

Depuis le début de janvier, les îles de la Dominique et celle d'Antigua-et-Barbuda sont frappées, elles, par des restrictions d'entrée aux USA, avec une caution pour obtenir un visa d'entrée allant jusqu'à 15 000 dollars... Ces îles vivant principalement du tourisme et des échanges, cela revient à accroître leurs difficultés écono-

miques. Par ailleurs, l'administration Trump a imposé à ces pays de signer des accords pour accueillir sur leur sol des réfugiés, dits « demandeurs d'asile », refoulés des États-Unis. Elle se moque complètement des conséquences de ces décisions sur la vie de la population de ces petits pays.

À Trinidad-et-Tobago, bien qu'il ait dû mettre en alerte ses forces armées pour éviter de se trouver pris entre deux feux, le gouvernement a du accueillir un radar américain et afficher son soutien à Trump. Quant à la Grenade, elle a été, elle aussi, sollicitée pour accueillir un radar américain depuis le mois d'août dernier.

Une partie des populations des pays de la Caraïbe se prononce contre l'action américaine y compris celles vivant aux États-Unis. Mais pour mettre un terme aux menaces impérialistes, elles

devront s'unir et se renforcer en s'associant avec les travailleurs et les opprimés des États-Unis qui dénoncent la politique du gouvernement.



Incertitudes après la capture de Maduro au Venezuela

Après la capture de Nicolás Maduro par une opération militaire des États-Unis le 3 janvier dernier, Delcy Rodríguez, vice-présidente, a été désignée présidente par intérim le 5 janvier 2026 par le Tribunal suprême de justice vénézuélien avec le soutien de l'armée et sous la pression de Washington.

Lors d'une allocution télévisée le 6 janvier, elle a déclaré : « *Le gouvernement du Venezuela dirige notre pays, personne d'autre. Aucun agent extérieur ne gouverne le Venezuela* », rejetant l'idée d'une prise de contrôle étrangère, tout en appelant à la coopération avec les États-Unis en ce qui concerne l'exploitation des réserves de pétrole. Trump, lui, a prévenu qu'il n'hésiterait pas à ordonner de nouvelles opéra-

tions si le nouveau gouvernement ne se montrait pas entièrement aligné sur ses exigences.

La situation demeure pour le moins incertaine, à Caracas. Des groupes armés se réclamant de la révolution Bolivarienne, les *colectivos*, continuent aujourd'hui leur contrôle politique dans plusieurs quartiers. Ils fouillent et inspectent les téléphones des Vénézuéliens, arrêtant ceux qui auraient approuvé l'arrestation de

l'ex-président. De nombreux Vénézuéliens fuient le pays et traversent la frontière vers la Colombie, autre pays sous la pression des forces armées impérialistes.

Du côté du pouvoir étasunien, les grandes compagnies américaines ne semblent pas s'engager massivement malgré les réserves pétrolières immenses.

Il est impossible de prévoir ce que sera l'avenir des millions de travailleurs vénézuéliens et

de la population pauvre. Le pouvoir chaviste cherche à se maintenir, tout en négociant sous la pression de Washington. Dans cette situation ambiguë et sur fond de crise économique et de pénuries, des partisans du pouvoir comme ceux de l'opposition organisent des rassemblements.

Ils peuvent se transformer en affrontements mais aussi en explosions sociales.

La colère des agriculteurs

Depuis plusieurs semaines, en France hexagonale en ce début d'année 2026, la colère des agriculteurs s'exprime à nouveau dans la rue. Barrages routiers, convois de tracteurs, manifestations à Paris et en province : partout, des paysans disent leur ras-le-bol.

Ils dénoncent la gestion de la crise sanitaire qui frappe l'élevage, la chute de leurs revenus et la perspective d'un nouvel accord commercial entre l'Union européenne et plusieurs pays d'Amérique du Sud.

Cet accord, appelé Mercosur, prévoit de faciliter l'importation de viande, de céréales ou de sucre en provenance notamment du Brésil, de l'Argentine, de

l'Uruguay et du Paraguay. Le gouvernement et presque tous les députés affirment aujourd'hui s'y opposer, prétendant défendre ainsi l'agriculture française et européenne.

Mais cette posture cache l'essentiel. Car avec ou sans Mercosur, la situation des petits agriculteurs est déjà dramatique. En France, des dizaines de milliers

d'exploitations ont disparu en quelques années.

Les petits agriculteurs ne décident ni des prix auxquels ils vendent, ni des conditions dans lesquelles ils produisent. Car même sans cet accord, les petits agriculteurs sont déjà étranglés par les prix imposés par les groupes de l'agro-alimentaire, de la grande distribution et les banques. Faire croire que le rejet

du Mercosur suffirait à les protéger, c'est détourner la colère et éviter de s'attaquer aux vrais responsables. Ceux qui imposent leurs règles s'appellent Lactalis, Bigard, Leclerc, ou encore les grandes banques comme le Crédit Agricole. Ce sont eux qui fixent les prix d'achat, qui étranglent par les dettes et qui captent l'essentiel de la richesse produite.

Épisode 4 : Combat ouvrier et les luttes des années 1970 aux Antilles (suite)

Nous avons dans les précédents numéros raconté les débuts de notre organisation en 1965. Puis ce fut l'arrivée de nos militants en Guadeloupe et en Martinique au début des années 1970.

Cette décennie est marquée par des luttes ouvrières liées au contexte colonial et répressif, aux conditions de travail, aux bas salaires et au chômage en Martinique et en Guadeloupe. En Martinique, dans le secteur de la banane, dans les plantations du Nord et du Centre de l'île, la colère gronde, des grèves sont menées. Dans les hôpitaux également éclatent des grèves marquantes. En Martinique et en Guadeloupe, chaque campagne sucrière est marquée par des mobilisations saisonnières parfois très dures des ouvriers et petits planteurs. Ce sont aussi des combats face aux vagues de licenciements liés à la baisse d'activité des usines sucrières. Dans des structures héritées des plantations, les travailleurs combatifs font l'expérience répétée de la répression coloniale. Nous parlerons de la tuerie de Chalvet en 1974 en Martinique.

Nos activités dans les années 1970

Combat ouvrier s'est fait connaître dans ce contexte en diffusant très souvent des tracts, à chaque événement. Le premier bulletin : « *Lévé Lévé* » était un tract politique général sorti en 1971 et publié pendant plusieurs mois. Il était diffusé clandestinement la nuit dans les quartiers

populaires de Pointe-à-Pitre, devant les portes, sous une pierre et affiché aussi clandestinement à l'Institut Vizioz. Chaque mois nous organisons une réunion publique à Pointe-à-Pitre, généralement au palais de la mutualité. Des camarades militaient parmi les étudiants en droit de l'Institut Vizioz. De même parmi les ouvriers de la canne dans la région de Sainte-Rose, avec notamment Lita et Rita Dahomay qui habitaient la région. Puis à l'ancienne usine Grosse Montagne où Combat ouvrier créa un nouveau bulletin d'entreprise avec les travailleurs de l'usine. Durant cette période à Capesterre-Belle-Eau, dans les plantations de banane nous nous sommes liés à des travailleurs et avons publié un bulletin qui est devenu par la suite « *Pawol a travayè bannan* ».

Très tôt, nous nous sommes présentés aux élections pour nous faire connaître politiquement et physiquement des travailleurs. C'était en 1973 pour les élections législatives en Guadeloupe et en Martinique. Dans son 20ème éditorial Combat ouvrier écrivait « *Nous présenterons des candidats mais nous n'irons pas aux élections avec pour objectif des postes de députés et en faisant aux travailleurs la promesse de changer leur sort par ce moyen. [...] Pour la classe*

ouvrière ainsi que pour les pauvres, la seule possibilité de changer leur sort réside dans la lutte de tous les opprimés contre les capitalistes. » Nous étions la seule tendance révolutionnaire se réclamant de la classe ouvrière dans ces élections.

La tuerie de 1974 en Martinique

L'un des événements les plus marquants de cette période fut la grève générale de février 1974 en Martinique et la répression sanglante qui s'ensuivit. L'appel à la grève générale avait été largement suivi et le 12 février tous les secteurs ouvriers étaient touchés. La manifestation à Fort-de-France le 12 rassembla 8000 personnes. Combat ouvrier y participait avec les mots d'ordre « *échelle mobile des salaires !* », « *répartition du travail entre tous et sans diminution de salaire* ».

Les ouvriers agricoles, dans la banane, s'étaient mis en grève dès janvier, contre le patronat béké, exigeant l'augmentation des salaires. Le salaire agricole était plus bas que le salaire minimum en France, alors que les prix flambaient. Ils menèrent une grève totale de plus de 15 jours. Le 14 février, alors que les ouvriers en grève vont de planta-

tions en plantations, le préfet Christian Orsetti envoie 200 gendarmes à Basse-Pointe et un hélicoptère. Les gendarmes tirent à balle réelle et sans sommation sur les grévistes à Fonds Brûlé et à Chalvet. L'ouvrier Ilmany Sérrier est tué par balle. Le jour de l'enterrement, le corps de Georges Marie-Louise, un jeune ouvrier, est retrouvé mutilé, torturé, sur la plage près de Chalvet. Les ouvriers agricoles renouaient avec une vieille coutume de lutte : la grève marchante qui consistait à marcher de plantations en plantations pour élargir la grève. Cette fois les gendarmes ont tiré sur les grévistes depuis l'hélicoptère. A part Marie-Louise et Ilmany tués, il y eut d'autres travailleurs et camarades blessés par balle. Les ouvriers ont obtenu l'augmentation du salaire journalier. Deux morts et une dizaine de blessés, voilà le prix que les autorités colonialistes ont fait payer aux ouvriers agricoles pour les 6 francs d'augmentation arrachés.

Une fusillade qui s'ajoutait à la longue liste des massacres qui jalonnent l'histoire des luttes ouvrières en Guadeloupe et en Martinique.

États-Unis : à Minneapolis derrière le meurtre policier, une guerre sociale

Renee Good, 37 ans, mère de trois enfants a été tuée par un agent de l'ICE, la police de l'immigration, dans une rue de Minneapolis. L'agent a tiré trois fois à travers le pare-brise de la voiture alors que la conductrice tournait le volant pour repartir.

Les vidéos de la scène ont été diffusées sur les réseaux sociaux et ont suscité l'indignation, voire la colère. Des milliers de manifestants ont marché dans les rues de Minneapolis le 10 janvier réclamant le départ de l'ICE. Des centaines de rassemblements ont eu lieu à travers le pays pour dénoncer les méthodes de la police de l'immigration. Le président Trump prétend que le policier était en légitime défense, car la conductrice aurait transformé son véhicule en arme pour attaquer les agents. C'est la quatrième personne tuée depuis le lancement de la politique de Trump contre les immigrants. Ce gouvernement ouvertement raciste multiplie les agressions envers les immigrants qu'ils

soient en situation régulière ou irrégulière. Les détentions sont plus violentes. Les agents de l'ICE cherchent à effrayer les travailleurs. Ils se comportent ouvertement comme des voyous dans la rue, ils sont masqués, sans insigne ni mandat, dans des voitures banalisées. Ils traquent principalement les personnes non blanches, ceux qui ont la peau noire, des traits mexicains ou asiatiques. Que vous soyez adolescent ou personne âgée, ils vous menotent et vous plaquent au sol avant même de vérifier votre identité. La classe capitaliste traverse une crise majeure. Cette politique autoritaire contre les travailleurs immigrants vise à diviser la classe ouvrière des États-Unis en fai-

sant croire que si le coût de la vie est élevé, si de nombreux travailleurs vivent de plus en plus mal c'est la faute des immigrants. En réalité c'est pour continuer à exploiter davantage la classe ouvrière blanche ou non blanche et à enrichir une classe capitaliste dont les profits ne cessent de croître.

C'est dans cette même ville, le 25 mai 2020 que George Floyd, un Noir, avait été étouffé par le pied d'un policier blanc sur son cou. D'immenses émeutes s'étaient ensuivies aux USA et dans le monde entier. Elles étaient de fait liées au mouvement Black Lives Matter (La vie des Noirs compte).



Iran

Les manifestations s'étendent malgré le massacre

Depuis plusieurs jours des manifestations contre le régime iranien s'intensifient. Des images diffusées sur les réseaux sociaux ont montré des incendies de bâtiments gouvernementaux et de véhicules de police. Les manifestants criaient des slogans : « mort au dictateur ».

La contestation a commencé le 28 décembre par des petits commerçants au Grand Bazar de Téhéran après la chute de la monnaie nationale : le rial. Cet effondrement a créé l'explosion des prix des denrées alimentaires, des médicaments et la perte du pouvoir d'achat.

En quelques jours les mobilisations se sont étendues à de nombreuses villes. Les Iraniens repartent au combat après la révolte de la jeunesse qui a secoué le pays il y a trois ans suite au meurtre de Mahsa Amini par la police. Tout comme il y a trois ans, en réponse aux manifestations, le dictateur l'ayatollah Khamenei réprime les manifestations dans le sang : tirs à balles réelles, passages à tabac, disparitions forcées, arrestations arbitraires. Au moins 648 personnes ont été tuées (ce chiffre serait sous-estimé) et des milliers blessées. Depuis le 8 janvier les habitants sont isolés du monde, ils n'ont plus accès à internet. Cette révolte est liée à l'écart important entre la population et une poignée de riches. Ces der-

niers, bourgeois et dignitaires du régime, se sont enrichis grâce à l'exploitation de la population laborieuse et à la corruption. Malgré l'embargo ces riches ne manquent de rien. Ils envoient leurs enfants faire des études aux États-Unis, qu'ils présentent à la population comme « le grand Satan ! ». Ils prêchent la soumission des femmes et les sacrifices à leur peuple alors qu'eux vivent dans le luxe et copient les mœurs occidentales.

Les autorités de la République islamique ont dénoncé les actions des manifestants comme étant des « actes terroristes » orchestrés par les États-Unis et Israël.

Le 10 janvier, la puissance impérialiste, les États-Unis, se disait prête à intervenir pour aider les manifestants qui aspiraient à la liberté, et a menacé d'utiliser son armée pour lancer des frappes. Actuellement des centaines de milliers de femmes et d'hommes veulent la fin du régime. Si le régime tombe, la question qui se pose est par quoi le remplacer.



Manifestation contre le régime à Téhéran, en Iran, 10 janvier 2026.

L'histoire a montré aux travailleurs iraniens qu'une dictature peut en remplacer une autre. Les révoltés doivent se méfier des personnes qui se présentent comme leur « nouveau sauveur » comme Trump ou le fils du Chah, Reza Pahlavi.

Les travailleurs doivent diriger leur propre lutte comme ils l'avaient fait lors de la révolution de 1979 avant de

confier la direction aux ayatollahs. Seuls les travailleurs à la tête de cette révolte pourront faire naître un tout autre régime servant les intérêts de la classe laborieuse.

Haiti

Le triste bilan du Conseil Présidentiel

Alors que le 7 février 2026 marque la fin prévue de la mission du Conseil Présidentiel, le conseiller présidentiel Alix Fils-Aimé promet de libérer au moins un axe routier pour désenclaver la capitale.

Le secrétaire d'État à la Sécurité publique, Mario Andrésol, reprend ce discours essayant de rassurer la population qui se méfie des multiples annonces et ne voit pas d'amélioration nette.

Depuis quelques semaines, le centre-ville de Port-au-Prince est le théâtre d'opérations policières largement médiatisées. Dans plusieurs quartiers il y a eu un renforcement des patrouilles et des interventions plus fréquentes de policiers accompagnées d'échanges de tirs avec les gangs. La population n'ose pas sortir, craignant les balles

perdues.

Selon des sources policières, certaines bandes armées se sont repliées face aux interventions. Elles ont subi des pertes importantes, mais ces avancées restent minimales, les gangs reforment des bases sur les quartiers avoisinants en attendant de revenir à la charge.

Pour le gouvernement, la sécurisation des quartiers est une étape préalable à la relance économique et à l'organisation d'élections prévues en 2026.

Pour la population dans les quartiers populaires de Port-au-

Prince comme dans plusieurs villes de province, c'est le même constat : l'insécurité entrave les activités quotidiennes, les routes nationales restent dangereuses, voire impraticables, les transports interurbains sont paralysés et les échanges économiques au ralenti.

C'est la fin de mandat pour le Conseil Présidentiel, le bilan est l'échec de cette transition. Elle se révèle, face aux gangs armés, impuissante à rétablir une sécurité minimale et la libre circulation dans la capitale et vers le reste du pays.

ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de mois.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128

GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 82 26 21

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>